

LA VIE EN TEMPS DE VOLATILITE DU PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Évolution des habitudes alimentaires: points de vue sur les
aliments transformés et les aliments dangereux



Vendeuse de repas à midi dans un coin du marché, Kaya, 2014. Photo: INSS

ÉQUIPE DE RECHERCHE

COORDINATEUR GÉNÉRAL

Dr. KIBORA O. LUDOVIC, Anthropologue, Maître de recherche
Chef du Département Socio-économie et Anthropologie

RESPONSABLES CHARGÉS DE LA RÉDACTION DU RAPPORT

Dr ZERBO Roger, Anthropologue, Chargé de recherche
Dr NAKOULMA H. Goama, Géographe, chargé de recherche
Mme BAMBARA/CONGO A. Carole, Chercheure en linguistique

ASSISTANTS DE RECHERCHE

Mme SAWADOGO/OUEDRAOGO Honorine, Sociologue
Mme HEMA/BAZIOMO K. Brigitte, Économiste
Mr DAYAMBA K. Francis, Économiste
Mr GNESSI Siaka, Sociologue
Mr GANOU Serge, Économiste
Mr OUEDRAOGO Anouar, Économiste

ENQUÊTEURS CHARGÉS DE LA COLLECTE DE DONNÉES

SEGDA Ablassé
MANDO Djibril
OUEDRAOGO Soulehimane
SAWADOGO Marie

RESPONSABLE CHARGÉ DE LA TRADUCTION

Mr BICABA Salomon, Enseignant d'Anglais

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES.....	2
SIGLES ET ABRÉVIATIONS.....	3
INTRODUCTION.....	4
1 CONTEXTE NATIONAL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	5
2 MÉTHODOLOGIE.....	7
2.1 RAPPEL DU CONTEXTE DU PROJET	7
2.2 OUTILS ET TECHNIQUE DE COLLECTE DES DONNEES	7
3 ACTIONS LOCALES, NATIONALES ET MONDIALES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRES	10
3.1 ACTIONS AU PLAN INFORMEL, NON-GOUVERNEMENTAL ET GOUVERNEMENTAL.....	10
3.2 SOUTIEN ET PROTECTION SOCIALE	10
4 ALIMENTS TRANSFORMÉS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: COUVERTURE, ACCESSIBILITÉ, RAPIDITÉ	12
4.1 LES ALIMENTS TRANSFORMES ET DANGEREUX.....	12
4.2 LES DIFFERENTS TYPES D'ALIMENTS TRANSFORMES	13
4.3 LA PAUVRETE DES MENAGES	14
4.4 DISPONIBILITE ET ACCESSIBILITE DES ALIMENTS DE RUE.....	14
4.5 QUELS SONT LES SOUCIS DES GENS POUR L'ALIMENTATION	15
4.6 REGULATION ET INFORMATION SUR LES ALIMENTS TRANSFORMES.....	15
4.7 PROBLEMES SPECIFIQUES RELATIFS AUX ALIMENTS DANGEREUX.....	16
5 CHANGEMENTS IMPORTANTS SUR LE BIEN-ÊTRE DES MÉNAGES ET DES INDIVIDUS.....	17
5.1 LES CHANGEMENTS D'HABITUDES ALIMENTAIRES	18
5.2 LES CHANGEMENTS DANS LES ACTIVITES PROFESSIONNELLES.....	21
5.3 LES CHANGEMENTS DE COMPORTEMENT: LA FAMILLE ET LA SOCIETE	21
5.4 STRATEGIES A COURT ET LONG TERME POUR FAIRE FACE A LA CRISE ALIMENTAIRE	22
6 LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES	24
CONCLUSION	25
BIBLIOGRAPHIE.....	27
TEXTES DE LOIS SUR LA SECURITE ALIMENTAIRE	28

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ABBEEF	Association burkinabè du bien être familiale
ABYS	Association Bangr la Yidgrsooré
ACDI-VOCA	Agricultural Cooperative Development International and Volunteers in Overseas Cooperative Assistance
ACF	Action contre la faim
AJADD	Association jeunesse et actions pour le développement durable
AJDK	Association des jeunes pour le développement de Kaya
APEX	Agence pour la promotion des exportations
APIL	Association pour la promotion des initiatives locales
ASED	Association solidarité entraide et développement
ASMAD	Association de services pour le maintien à domicile
ATAD	Alliance technique d'assistance au développement
AZND	Association zoodnoma pour le développement
CILSS	Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel
CNRST	Centre national de la recherche scientifique et technologique
CONASUR	Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation
CSAO	Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest
DAPQN	Direction de l'alimentation et de la promotion de la qualité nutritionnelle
DGPER	Direction générale de la promotion de l'économie rurale
DNMA	Direction des normes, qualité et métrologie agricole
DSEAD	Département socio-économie et anthropologie du développement
FERT	Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IDS	Institute of Development Studies
INSAH	Institut du Sahel
INSD	Institut national de la statistique et de la démographie
INSS	Institut des sciences des sociétés
IQM	Inspection de la qualité et de la métrologie
LNSP	Laboratoire national de santé publique
MENA	Ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation
OCADES	Organisation caritative pour le développement économique et social
ONG	Organisation non gouvernementale
RAJS	Réseau africain des jeunes contre le Sida
SCADD	Stratégie de croissance accélérée et de développement durable
SONAGESS	Société nationale de gestion des stocks de sécurité alimentaire
UA	Union africaine
UNICEF	Fonds des nations unies pour l'enfance
VIIM	Victoire sur la Malnutrition

INTRODUCTION

L'un des défis majeurs des politiques agricoles reste l'atteinte de la sécurité alimentaire et une bonne pratique nutritionnelle au sein de la population en forte croissance démographique. Au Burkina Faso, le développement du secteur agricole a adopté « *une approche filière en privilégiant la démarche par produit à haut potentiel de valeur ajoutée. Cette démarche met l'accent sur les normes de production, de qualité et de présentation pour assurer la compétitivité des produits* » (SCADD 2011-2015 : 62). Des structures existent pour veiller sur la qualité des aliments et autres produits importés et/ou exportés mais aussi transformés sur place. De ces instruments, on peut citer le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP), l'Agence pour la promotion des exportations (APEX), la Ligue des Consommateurs, le Service d'Hygiène et d'Assainissement.

Les normes de qualité contiennent divers critères dont les critères microbiologiques, physico-chimiques, et organoleptiques. Ces critères sont appréciés lors des analyses effectuées dans les laboratoires. Il ressort que parmi les produits alimentaires, les plus touchés par la mauvaise qualité sont le lait, l'huile, l'eau, les jus, les biscuits, etc. Le manque d'informations sur la traçabilité du produit (lieu de fabrication, date de péremption, composantes, etc.), le changement de goût du produit, etc. sont les principaux déterminants de sa mauvaise qualité. Les aspects de contrôles techniques tels que l'emballage, la qualité, l'étiquetage, le poids assurant la conformité des produits aux normes et règlements admis dans notre pays, relève de l'Inspection de la Qualité et de la Métrologie (IQM) du Ministère du commerce.

En effet, la qualité de l'alimentation s'est considérablement dégradée au fil des années. Dans la décennie 1994-2003

Les modèles urbains de consommation se démarquaient des habitudes alimentaires traditionnelles des zones rurales, reflétant des changements dans les systèmes d'approvisionnement, les modes de vie, les activités économiques et le contexte social. Un des effets, et sans doute le plus généralisé, de l'urbanisation sur les habitudes alimentaires est le recul de la consommation de denrées de base traditionnelles telles que mil, maïs et tubercules au profit du blé ou du riz d'importation (Mah 2010).

Le projet de recherche sur la sécurité alimentaire en temps de volatilité des prix mené par le Département socio-économie et anthropologie du développement (DSEAD) de l'Institut des Sciences des Sociétés avec le Financement de l'ONG Oxfam et en partenariat scientifique avec Institute of Development Studies (IDS) vise à décrire et analyser les conditions de vie en temps de volatilité des prix des aliments.

Ce présent rapport est le troisième rapport national issu du projet de recherche, et met en évidence les évolutions des habitudes alimentaires et particulièrement les points de vue sur les aliments transformés et les aliments dangereux. Cette année les investigations ont porté particulièrement sur les sources et formes d'assistance et de protection sociale, les perceptions sur les aliments industriels, semi-industriels, et malsains. Des campagnes ont été lancées de sorte que beaucoup en parlent dans les médias jour après jour. Nous espérons que notre recherche pourra apporter une contribution à un moment où ces questions obtiennent une audience plus réceptive dans les milieux politiques. Ceci dans la perspective d'assurer à la population une alimentation saine et sécurisée.

1 CONTEXTE NATIONAL DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le Burkina Faso est un pays sahélien, et essentiellement agricole. Le secteur agricole occupe plus de 80% de la population active et contribue à plus de 30% du PIB (Ministère de l'Industrie, du Commerce, et de l'Artisanat 2012). L'agriculture burkinabè dispose d'un potentiel important de terres cultivables mais sous exploitées. En effet les terres agricoles sont évaluées à 9 millions d'hectares, dont seulement 46% sont exploitées (ACF-international, 2013). Le secteur agricole est caractérisé par une faible modernisation et une forte dépendance vis-à-vis des aléas climatiques, et orienté vers une agriculture de rente et de subsistance. La production agricole est principalement basée sur les céréales (maïs, sorgho, mil, riz, fonio) qui occupent 64% des superficies cultivées et représentent 59% de la production totale (Ibid 2013). Les céréales constituent la base alimentaire de la population burkinabè dont la consommation apporte 73% des besoins énergétiques (Burkina Faso, 2012).

Les questions liées à l'accès à la terre, les infrastructures agricoles, de transport, la formation et l'encadrement des acteurs, la gestion des ressources naturelles, la commercialisation des produits agricoles sont les préoccupations du monde agricole auxquelles l'État essaie d'apporter des réponses. Le pays s'est engagé à résoudre ces difficultés à travers les engagements pris en 2003 lors du sommet de l'Union africaine (UA) à Maputo sur l'agriculture, la rencontre à Ouagadougou en 2011 des acteurs du monde agricole, et la tenue annuelle de la journée du paysan. Ces cadres de promotion permettent de lutter contre la pauvreté qui touche une proportion importante de la population rurale (50,7%) (Burkina Faso ; 2011:64). En effet, les efforts entrepris dans ce secteur ont permis de réaliser des infrastructures telles que les retenues d'eau, d'introduire de nouvelles pratiques culturales, l'utilisation des semences améliorées en vue de faire face à la problématique de l'insécurité alimentaire.

Malgré des résultats positifs obtenus, l'agriculture burkinabè peine encore à assurer à la population une sécurité alimentaire. D'où, le recours aux importations de denrées alimentaires afin de compléter la production nationale. En effet le Burkina Faso importe chaque année plus de 340 000 tonnes de céréales pour couvrir le déficit de consommation alimentaire (Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire 2013). L'analyse des dépenses des ménages fait ressortir la part croissante des dépenses alimentaires. Une situation qui s'explique par la volatilité des prix alimentaires sur le plan international (chocs exogènes) mais aussi national (changements climatiques, déficit céréalier). De 1990 à nos jours des efforts considérables ont été consentis pour la disponibilité et l'accessibilité des denrées de grande consommation. Près de 45 techniques culturales (Toé, et al, 2012) ayant connues de bons résultats en champs et au laboratoire ont été mis au profit des producteurs ; des mesures d'accompagnements de l'État et de ses partenaires techniques et financiers ont permis au Burkina Faso d'atténuer le phénomène d'insécurité au Burkina Faso. Malgré cela, l'autre volet de la sécurité alimentaire qui se traduit par la qualité des aliments demeure insatisfaisant.

Le mode alimentaire de la population depuis très longtemps, peut être qualifié de pauvre non seulement dans sa variation, mais aussi dans sa qualité nutritionnelle. En effet le régime alimentaire de la majorité de la population est peu diversifié et les céréales participent pour 67 à 70% à l'apport calorifique (CSAO-CILSS 2008). Les produits non céréaliers tels que les fruits sont le plus souvent destinés à la vente et peu consommés. Ceci explique le déséquilibre alimentaire dû à l'absence d'éléments nutritifs (protéine, lipide, micronutriments). L'une des conséquences de cette situation se ressent particulièrement au niveau des enfants, des femmes enceintes et allaitantes par la malnutrition sous toutes ses formes (chronique, aiguë, sévère). La cause de vulnérabilité de cette frange de la population est pluri-dimensionnelle. Les experts associent entre

autres, la pauvreté, la disponibilité des ressources (alimentaires), la mauvaise habitude alimentaire, la maladie, le manque d'hygiène et d'assainissement.

On note que dans le monde, la malnutrition touche une personne sur trois (INSAH, 2008). En 2014, lors d'une conférence de presse donnée par les responsables de L'UNICEF le 16 Août, les portes paroles de l'organisation ont indiqué qu'au plan national, les plus forts taux de malnutrition chronique sont localisés à l'Est (44,8 %), au Sahel (41,3 %) et dans les Cascades (40,1 %). Quant à la malnutrition aiguë sévère, les régions du Centre nord (2,7 %), de la Boucle du Mouhoun (1,9 %) et du Plateau central (1,9 %) ont les niveaux les plus élevés. Aussi au Burkina Faso le prix du produit est très déterminant pour les consommateurs qui sont le plus souvent analphabètes et pauvres. Leurs choix sont alors guidés non pas par les aspects nutritionnels mais par les aspects liés à la quantité, au coût, au goût, et à l'emballage (Ministère de l'Économie et des Finances 2011).

De plus le développement économique et l'urbanisation, entraînent une diversification des aliments consommés et une modification des comportements alimentaires. Ainsi, des aliments transformés et prêts à être consommés sont de plus en plus fréquents dans le régime alimentaire des Burkinabè. Cette situation n'est pas sans conséquence sur la vie et le bien être des consommateurs.

La chronique sur les scandales des aliments transformés et des aliments dits dangereux est un phénomène récurrent au Burkina Faso. Il est très fréquent de voir dans les médias et sur les réseaux sociaux des informations sur la commercialisation et la consommation des produits alimentaires de qualité douteuse ou dangereuse pour la santé de l'homme. Assez récemment nous avons pu lire ceci : « *Boissons frelatées : 7 200 bouteilles de jus saisies par la Police municipale de Ouaga* » (Paré 2011). Ou encore : « *Sur des motos à deux roues ou des tricycles, à voiture ou même à vélo, des milliers de carcasses d'animaux de provenance douteuse, sont convoyées chaque jour, vers les centres de consommation de la capitale burkinabè* » (Nikiema 2013). Tout cela donne une idée de la consommation d'aliments dangereux au Burkina Faso.

2 MÉTHODOLOGIE

2.1 Rappel du contexte du projet

L'étude commanditée et financée par l'ONG Oxfam se déroule pour la troisième année consécutive dans 10 pays : Bangladesh, Indonésie, Kenya, Zambie, Burkina Faso, Vietnam, Bolivie, Pakistan, Guatemala et Éthiopie. Selon la démarche, il s'agit d'une étude qui applique une approche multisite et les mêmes outils sont proposés aux 10 pays. Cette année 2014, le « thème spécial » a été axé sur la compréhension de la pertinence et l'acceptabilité des aliments consommés par la population, en mettant l'accent en particulier sur **la façon dont les habitudes alimentaires et les coutumes sont influencées par les aliments transformés et les aliments perçus comme dangereux.**

La sécurité alimentaire et la qualité des aliments sont des questions de plus en plus abordées par les médias. Les habitudes alimentaires des populations changent et ce souvent de façon négative. Les préoccupations concernant la sécurité alimentaire sont apparues dans les cycles antérieurs de la recherche, comme l'ont été les signes que les aliments préparés (hors de la maison), les aliments transformés ou les « *fastfoods* » sont de plus en plus importants dans le régime alimentaire de beaucoup de gens, y compris dans les zones rurales. Les gens peuvent penser que la nourriture qu'ils consomment (ou vendent) est inadéquate de diverses manières.

Au Burkina Faso, c'est la ville de Kaya (zone urbaine) et le village de Nessemtinga (zone rurale) qui ont été retenus. La population totale est estimée à 598 014 habitants dont 278 679 hommes et 319 335 femmes (INSD, 2010). Dans cette province, deux localités ont été retenues afin de pouvoir procéder à une analyse comparative des données sur l'évolution des prix des denrées alimentaire. La mission est organisée par une équipe de recherche de l'Institut des sciences des sociétés (INSS) qui est l'un des quatre Instituts du Centre national de la recherche scientifique et technologique (CNRST). Dans la présente étude, les chercheurs se posent des questions pour savoir comment contribuer à l'adoption des comportements permettant aux populations d'assurer une autosuffisance alimentaire et faire face à la crise alimentaire. La méthode essentiellement participative et qualitative, s'intéresse particulièrement aux questions de gouvernance et de responsabilité contre la crise alimentaire et la régulation de l'importation et la consommation des produits alimentaires transformés.

Le cadre d'analyse met en lien les facteurs économiques qui affectent ce qui est disponible et accessible et les manières dont l'opinion publique influence les décisions et les goûts des gens. Il met aussi en exergue l'effet des activités de réglementation du gouvernement et les facteurs influant sur ce que les gens consomment.

2.2 Outils et technique de collecte des données

Des entretiens ont été menés avec des personnes ressources, des chefs de ménage, des groupes sociaux spécifiques (jeunes, personnes âgées, veuves, hommes et femmes mariées) ainsi que des groupes professionnels (vendeurs de céréales, restauratrices). Des discussions informelles avec les populations (leaders coutumiers et religieux, membre de la société civile), ainsi que des observations directes dans les ménages et sur la place du marché (en milieu rural et semi urbain). Des focus groups ont été organisés et des photographies des scènes de préparation des repas ont été faites. L'équipe du Burkina a reçu cette année la visite de Madame Alexandra Wanjiku Kelbert, Superviseur de recherche à Institute of Développement Studies (IDS), le partenaire scientifique pour la coordination du programme de recherche.

Le 26 septembre 2014 dans la marche de Kaya



Mr Kibora explique à Mme Kelbert, le fonctionnement du marché de vente des produits en détail. Il s'agit ici du riz, et de la farine de maïs.

Source: INSS, 2014

Le 27 septembre 2014 dans le village de Nessemtega



Mr Kibora, Mr Mando, Mme Kelbert en visite chez le chef de village de Nessemtega pour discuter des conditions d'alimentation des habitants et leurs attitudes face aux aliments transformés

Source: INSS, 2014

Les enquêteurs sont en train de discuter avec Mr et Mme Ouedraogo pour connaître leur mode d'organisation sur les dépenses de consommation domestique. Mr donne les frais et Mme s'occupe des achats, provision et la préparation du repas journalier pour la famille



Le 27 septembre 2014 dans la ville de Kaya

Équipe d'enquêteur dans un ménage pour recenser les produits alimentaires entrant dans la préparation du repas de la semaine

Source: INSS, 2014

Les équipes de recherche ont visité les ménages et observé le processus de préparation du repas du jour.



Le 30 septembre 2014 à Kaya
Préparation de la sauce
Source : INSS, 2014



Le 29 septembre 2014 à Kaya
Préparation du plat principal (pâte de tô)
Source : INSS, 2014

Les équipes de recherche ont fait des observations directes des produits alimentaires vendus sur la place du marché dans les sites de recherche.

Le 26 septembre 2014 Etallage au marché de Nassemtenga (rural)



Le 25 septembre 2014 Etallage au marché de Kaya (urbain)



En milieu rural l'alimentation est dominée par la consommation des produits locaux même si les aliments importés s'insère de plus en plus du fait de leur coût moins élevé que certains produits locaux. Dans ce milieu les dépenses alimentaires « prennent le pas » sur celles non alimentaires. Dans les centres urbains, on observe un apanage dans la consommation de produits importés (riz, maïs, farine de blé, pâtes alimentaires, lait, etc.)

Source : INSS, 2014

3 ACTIONS LOCALES, NATIONALES ET MONDIALES SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRES

3.1 Actions au plan informel, non-gouvernemental et gouvernemental

Au plan informel

C'est au niveau informel que d'importants changements sont visibles. Selon les témoignages reçus, ces changements se résument en des aides financières (transferts d'argent), alimentaires (dons de vivres), scolaires (prise en charge de la scolarité des membres de la famille), etc.

« Ce qui a changé, c'est que quand les enfants gagnent du travail, ils aident les parents et aident dans la prise en charge de leurs jeunes frères et sœurs. Ce qui nous permet de souffler un peu ». (Extrait de focus group retraités, Kaya)

Ces types de soutiens sont ponctuels et variables. Et les habitudes alimentaires changent du fait des mutations sociales qui amènent les populations à rester longtemps dehors sur leurs lieux d'activités où elles s'alimentent au quotidien.

Au plan non-gouvernemental

Selon les enquêtés, les ONG et associations qui ont apporté leur soutien aux populations l'année en 2014 sont les mêmes que l'année précédente. Il n'y a donc pas eu de changements en matière d'assistance sociale au profit des populations. À la question « *Qu'est ce qui a changé depuis l'année passée en termes d'assistance reçue ?* », les jeunes de Nessesmentenga ont répondu « *Il n'y a pas eu de changements. L'année passée il y avait un soutien aux personnes vulnérables mais cette année ils n'ont rien reçu* ».

Au plan gouvernemental

En effet, pour réguler la volatilité des prix des denrées alimentaires, une politique de fixation des prix des céréales « à prix social » est en vigueur à travers la Société Nationale de Gestion des Stocks de Sécurité Alimentaire (SONAGESS). Cette politique permet de vendre les céréales aux populations à un prix abordable à travers des « boutiques témoins ». En ce qui concerne les indigents, des ONG et les services sociaux des communes locales ainsi que des personnes morales et physiques de bonne volonté leur apportent souvent de l'aide. Par ailleurs, du point de vue des populations, autant les individus que les services publics ont le devoir de venir en aide aux individus confrontés à la faim.

En 2011, l'État burkinabè après concertation avec l'ensemble des acteurs de la vie économique a pris des mesures portant sur les prix d'un certain nombre de produits de grande consommation que sont le riz importé, le riz local, l'huile et le sucre (Tiendrebéogo 2011). Cette initiative a permis au gouvernement d'installer des boutiques témoins dans les différentes localités du pays avec par exemple du riz local à 7 500 F CFA le sac de 25 Kg et 15 000 F CFA, celui de 50 Kg.

3.2 Soutien et protection sociale

Au plan non-gouvernemental

En termes de protection sociale, les populations des deux localités affirment qu'elles bénéficient de soutiens multiformes. Les sources d'assistance non étatiques sont entre autres Save The Children, PLAN Burkina, Compassion internationale, Mission Catholique, l'OCADES, le projet APIL, l'ONG ATAD, le projet VIIM, etc.

Ainsi, plusieurs Organisations Non Gouvernementales (ONG) et religieuses mènent des actions de protection sociale et de soutiens en apportant des appuis financiers et matériels à la population. L'OCADES, (organisation caritative pour le développement économique et social) intervient dans plusieurs secteurs dont celui de la sécurité alimentaire. L'intervention de l'association de développement ATAD se fait à travers des appuis aux producteurs pauvres et aux femmes enceintes qui respectent leur CPN (consultation prénatale) en vivres (mil, maïs, riz). Le groupe cible de l'ONG *Save The Children* sont les enfants de 0 à 5 ans. La Compassion qui est une structure religieuse protestante a deux niveaux d'intervention : une première action auprès des femmes pauvres par des appuis financiers, et en volaille et une seconde action au niveau des enfants en difficultés à travers la prise en charge des frais de scolarités, et des dons en habillement. L'ONG Plan Burkina, accompagne les producteurs dans l'appui technique et logistique, la récupération des terres et l'organisation des acteurs. Aussi d'autres ONG comme la Croix rouge, Formation pour l'épanouissement et le renouveau de la Terre (FERT), Agricultural Cooperative Development International and Volunteers in Overseas Cooperative Assistance (ACDI-VOCA) et le réseau Africain des jeunes contre le Sida (RAJS) posent leurs actions dans la localité. L'ensemble de ces actions contribue à améliorer les conditions de vie des populations.

Des mouvements associatifs mènent des activités sur les zones d'études, afin de résoudre un certain nombre de problèmes que vit la population ou une partie de la population. Ces associations sont surtout organisées autour des jeunes et des femmes. En effet ces groupes vulnérables rencontrent beaucoup de difficultés dans la localité et dans la communauté Burkinabé en générale. Ainsi nos enquêtés sont membres de quelques associations que sont : l'association des jeunes pour le développement (AJDK) ; le Réseau Africain des Jeunes contre le Sida (RAJS) ; le groupement « LAGM-TAABA » des femmes ; le groupement des femmes pour la transformation du Soumbala, le beurre de karité et le savon ; le collectif des associations et mouvements du développement de Kaya ; l'association *Bangr la Yidgrsooré* (ABYS) ; l'association solidarité entraide et développement (ASED) ; l'association Burkinabè du Bien Être Familiale (ABBEEF) qui travaille dans la planification familiale, protection des jeunes contre les maladies sexuellement transmissibles, et les grossesses non désirées.

Au plan gouvernemental

Les dispositions légales existent pour assurer une bonne qualité de l'alimentation au Burkina Faso. Dans ce sens, le Décret N°2005-337/PRES a été pris pour promulguer la loi n°022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'hygiène publique au Burkina Faso.

Les structures publiques intervenant dans l'assistance et la protection sociale des populations vulnérables sont principalement : la SONAGESS, les services du ministère en charge de l'élevage, l'action sociale à travers le Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation Conseil national du secours d'urgence (CONASUR), et le Ministère de l'Éducation Nationale et de l'Alphabétisation (MENA). La SONAGESS intervient en mettant à la disposition de la population des céréales (maïs, riz) à prix social à travers les boutiques installées dans la ville de Kaya. Il faut préciser qu'auprès de la SONAGESS un individu ne peut pas prendre plus de 100 kg de céréales. L'intervention de la CONASUR (action sociale) est axée sur les populations vulnérables. Les Services du Ministère de l'Élevage interviennent dans l'inspection et le contrôle des abattages des animaux. Ils veillent sur la qualité de la viande par jour au niveau de la localité. Pour cela des

zones d'abattage (abattoirs) sont identifiés afin de contrôler la viande avant toute vente. Le MENA appui les élèves en dotation de fournitures scolaires et de cantine scolaire.

Il faut rappeler que cette étude est une suite de celle menée en 2013 dans les mêmes localités et auprès des mêmes informateurs (population d'étude). Il n'existe pratiquement pas de changements en ce qui concerne la protection sociale des populations au plan gouvernemental. C'est ce qui ressort des entretiens avec les personnes enquêtées.

« Nous pouvons dire qu'il n'y a pas de changement par rapport à l'année passée. Ceux qui ont bénéficié de l'aide l'an passé c'est toujours les mêmes personnes. C'est toujours la SONAGESS qui continue de nous soulager », (Extrait de focus group, veuves Kaya)

« L'année passée l'action sociale à distribuer la farine nutritive aux enfants de 0-4 ans mais cette année nous n'avons rien reçu » (informateur clé, Nessemtenaga).

Par rapport à l'appréciation des interventions, les actions des structures non étatiques sont meilleures selon les populations bénéficiaires. Pour eux les ONG sont plus visibles sur le terrain, elles disposent de plus de moyens financiers, et elles sont en contacts avec la population cible. Ainsi, selon les enquêtées, la structure OCADES arrive en tête de classement suivi de l'ATAD.

Les aides reçues par les populations vulnérables peuvent être classées en deux catégories à savoir les aides formelles et les aides non formelles ou informelles. Les ONG, les structures religieuses, l'État sont les principaux pourvoyeurs des aides formelles qui sont effectuées sur la base des cahiers de charges. De nombreux types d'aides sont fournies par ces structures, parmi lesquelles nous pouvons noter : la mise à la disposition des producteurs, des semences améliorées, des équipements (charrues, tracteurs) et des bœufs de traits (par paire) à la population vulnérable par l'État; la vente de céréales à prix social, les aides en habillement, la prise en charge des frais de scolarité et la prise en charge médicale des enfants de 0 à 05 ans par l'ONG *Save The Children* ; l'aide de plan Burkina dans l'accompagnement des producteurs par l'appui technique et logistique à la récupération des terres et à l'organisation des acteurs, l'appui à la commercialisation par la mise en réseau ; la prise en charge des orphelins et des enfants vulnérables.

4 ALIMENTS TRANSFORMÉS ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE: COUVERTURE, ACCESSIBILITÉ, RAPIDITÉ

4.1 Les aliments transformés et dangereux

Au Burkina Faso, malgré la diversité des productions vivrières, l'alimentation des ménages reste saisonnière et peu variée. Une situation qui dépend de la disponibilité et de la volatilité des prix de denrées alimentaires. La principale cause de la consommation des produits de mauvaise qualité reste la défaillance du système de contrôle. Le manque de ressources financières, matérielles et humaines est mis en avant pour justifier la présence des produits alimentaires de mauvaise qualité sur nos marchés. Toutefois, le pays regorge d'une variété de produits locaux dont la valorisation par la transformation permettrait de mieux nourrir les populations. La question des aliments transformés et des aliments dits dangereux est un phénomène récurrent aussi bien au Burkina que dans le monde entier. La récente saisie en février 2015 des boissons périmées importées au Burkina Faso par un gros opérateur économique illustre bien ce phénomène.

4.2 Les différents types d'aliments transformés

Les populations de Kaya et de Nessesmtenga consomment différents types d'aliments transformés. Ce sont des repas consommés le plus souvent hors de la maison ou dans la rue, préparés et vendus par des vendeurs ambulants ou fixes au bord de la route ou dans les restaurants. Le tableau suivant synthétise les types d'aliments cités par les personnes enquêtées:

Aliment	Décrire la composition de l'aliment
Beignets	Farine de blé + huile
Gonré	Farine de haricot ou de mil
Haricot	Céréale récolté en période de soudure
Samossa	Farine de haricot + huile
Petit pois	Céréale récolté en période de soudure
Bouillie	Farine de mil ou de maïs + sucre
Les fruits	Mangues, papaye, orange, etc.
Dounkounou	Farine de maïs
Foutou	Igname ou manioc
L'attiéké	Farine de manioc
Dèguè	Farine de mil
La bière	Boisson alcoolisé à base de Maïs ou de blé
Café au lait	Lait, nescafé, sucre, pain
Grillade (viande)	Viande préparée sur braise
Boule d'acaça	Farine de maïs
Foura	Farine de mil
Macaroni	Farine de blé
Des sucreries	Boisson sucrée à base de fruit ou de concentré de sucré
Sandwich	Pain, viande, poisson, huile

Source résultats d'enquête INSS septembre 2014

Grillade de viande



Alimentation de rue



Face aux risques sanitaire pour les consommateurs de l'alimentation de rue l'ONG ASMAD, une ONG endogène a mis en place un programme d'appui au secteur de l'alimentation de rue dans la ville de Ouagadougou avec l'aide financière de Solidarité socialiste/FCD et de l'Union européenne. Destiné aux associations féminines (restauratrices et de transformatrices) actrice de l'alimentation de rue, le programme consistait à l'organisation et à leur structuration en vue de la reconnaissance de leurs activités et de la légalisation de l'occupation des espaces publics dans le cadre de leurs activités et dans la perspective de la formalisation du secteur.

Plusieurs raisons expliquent la consommation de la nourriture hors de la maison. Les principales sont le coût de ces aliments, leur accessibilité et les contraintes extrafamiliales.

4.3 La pauvreté des ménages

Pour les personnes enquêtées, l'alimentation de rue coûte moins chère. La pauvreté des ménages fait qu'il est plus facile de manger dans la rue que de faire la cuisine à la maison pour toute la famille. Or personne ne contrôle ce qui est mis dans les « aliments de dehors » même s'ils ont souvent bon goût.

« Les hommes mangent surtout au dehors car ils trouvent que c'est moins cher » (focus group).

C'est ainsi que même « à partir de 50FCFA » pour reprendre l'expression d'un enquêté, il est possible d'avoir à manger hors du cadre familial.

« C'est parce que souvent on n'a pas suffisamment de moyens pour faire la cuisine à la maison » (Ménage, Nessemtenaga).

Les raisons économiques sont donc mises en avant pour justifier ce comportement alimentaire des populations parfois même au détriment de leur santé :

« On choisit de manger souvent le Voandzou, car c'est une nourriture très bourrative et dont la digestion est lente. Si tu manges un plat de Voandzou (100f), tu peux tenir toute la journée » (chef de ménage, 45 ans Nessemtenaga)

Les moyens financiers sont ainsi mis en avant.

« C'est aussi une question d'économie ; il y a ceux qui ont des familles nombreuses et qui ne peuvent pas préparer ce qu'ils consomment. Ils profitent quand ils sont au dehors pour consommer ce type de repas. Souvent ils peuvent même donner à leurs enfants de l'argent pour consommer de temps à autre au dehors » (Informateur clé, Kaya).

En effet l'alimentation de rue a pris de l'ampleur au Burkina Faso. Etienne NASSA fait remarquer dans le Quotidien *Sidwaya* du mardi 7 février 2006 que : « l'alimentation de rue est un secteur générateurs de revenus non négligeables et d'emplois. Secteur généralement occupé par des femmes, il permet à environ 80% des populations urbaines de manger aisément hors de leurs ménages à faible coût ».

4.4 Disponibilité et accessibilité des aliments de rue

Parmi les caractéristiques importantes des aliments de rue, il y a leur disponibilité et leur accessibilité à moindre coût ; des caractéristiques qui font partie des raisons principales pour leur consommation par la population. La disponibilité des aliments sur la place publique a été beaucoup évoquée par les enquêtés :

« Il y a le fait que c'est un repas qui est automatiquement disponible, si tu as faim et à la maison ce n'est pas encore préparé tu te rends au restaurant et tu as à manger » (Informateur clé, Nessemtenaga)

Les consommateurs réguliers des aliments de rue sont essentiellement des travailleurs, des élèves, les acteurs du secteur libéral. Leurs occupations extrafamiliales (professionnelles, études,...) les obligent à manger en dehors du cadre familial par manque de temps.

« La plus grande partie de la population mange dehors parce que c'est une ville commerciale, les gens font de plus en plus du commerce et cela les occupent et les obligent à rester toute la journée au dehors » (Informateur clé, Kaya)

D'autres raisons ne sont non moins importantes sont liées au goût des aliments transformés, au plaisir de manger dehors ou tout simplement au simple désir de changer d'habitude alimentaire. C'est ce qui ressort des témoignages recueillis au sein du groupe de jeunes de Kaya :

« Il y a le « tô » permanemment à la maison. C'est par plaisir que nous choisissons ces repas de dehors. Quand il arrive qu'on prépare ces repas à la maison, c'est intéressant aussi » (Focus group avec les jeunes Kaya)

Le repas consommé hors de la maison ou dans la rue sont considérés comme étant des aliments prêts à être consommés, préparés et vendus par des vendeurs ambulants ou fixes dans la rue ou dans les lieux publics. L'offre et la demande dans ce secteur sont régies par plusieurs facteurs, tous liés au phénomène « d'urbanisation ». la restauration populaire, au goût relevé et aux prix acceptables profite du nouveau contexte pour s'imposer.

4.5 Quels sont les soucis des gens pour l'alimentation

Consommer les aliments de rue n'est pas sans conséquences sanitaires sur les populations, conscientes des dangers auxquels elles font face dans l'alimentation de rue. Les personnes enquêtées ont exprimé des inquiétudes liées à la qualité des mets qu'elles consomment dans les cadres extrafamiliaux et aux maladies que peuvent provoquer ces aliments transformés. Les cadres de transformation et de vente de ces aliments sont aussi des soucis partagés.

« Nous craignons pour notre santé, surtout les maladies contagieuses comme la rougeole, le choléra ; ce sont des risques pour ceux qui mangent dehors ».

« Les inquiétudes concerne surtout les conditions de préparation et les ingrédients utilisés dans cette préparation comme les Maggi blanc¹ qui peuvent rendre malade. Même le « soumbala » et le « bikalga » que les femmes préparent de façon traditionnelle est souvent mélangé avec du Maggi blanc »

« C'est une question de préparation et d'hygiène. Ce sont les mouches, les plats mal lavés, les déchets à côté des restaurants et les déjections des enfants qui posent souvent des problèmes de santé » (extraits de focus group avec les jeunes de Kaya).

4.6 Régulation et information sur les aliments transformés

Au Burkina Faso, l'un des défis majeurs des politiques agricoles reste l'atteinte de la sécurité alimentaire et une bonne pratique nutritionnelle au sein de la population en forte croissance démographique. Des structures existent pour veiller sur la qualité des aliments et autres produits importés et/ou exportés mais aussi transformés sur place : le Laboratoire national de santé publique (LNSP), l'APEX, la ligue des consommateurs, les services d'hygiène et d'assainissement dans les communes, des associations et ONG, de même que certaines institutions internationales.

¹Ce produit est utilisé pour nettoyer les bracelets et divers bijoux des femmes en or ou en argent.

Les personnes enquêtées ont fait ressortir des actions entreprises par certaines structures dans le but de faire changer les comportements des acteurs de la transformation et la commercialisation des aliments. Ce qui a pour objectif de mettre à la disposition des consommateurs une alimentation saine. Parmi ces structures on peut citer l'UNICEF, le service d'hygiène de la mairie, l'Association jeunesse et actions pour le développement durable (AJADD), le projet Haute intensité de main d'œuvre (HIMO), le programme VIIM (Victoire sur la Malnutrition). Les actions se résument à la sensibilisation des vendeuses et vendeurs d'aliments transformés sur les règles et les pratiques en matière d'hygiène alimentaire (propreté des aliments, conservation, cadre de transformation et de restauration, ...). Les agents de santé ainsi que le collecteur de taxe du marché (*raag-naaba*) font également des sensibilisations :

« Il y a le service d'hygiène (à la mairie) qui sort de temps en temps pour faire des sensibilisations auprès des acteurs et les interpelle, contrôle la qualité des repas, il y avait un homme (bénévole) qui faisait de la sensibilisation dans les marchés et interpellait ceux qui conservent mal leur aliment » (le collecteur des prix dans le marché, Kaya).

S'ajoutent à ces acteurs les consommateurs eux-mêmes. Face à une nourriture malsaine, ils n'hésitent pas à se plaindre et à réprimander les vendeurs avant de changer de lieux de consommation.

« Quand on se rend compte qu'un produit ne nous convient pas, on change de lieu d'approvisionnement et on attire l'attention du vendeur. » (Extrait de focus group avec les retraités de Kaya)

4.7 Problèmes spécifiques relatifs aux aliments dangereux

On le sait, les aliments transformés dans de mauvaises conditions sont nuisibles à la santé humaine. Une gamme variée d'aliments transformés est très présente sur les marchés de la consommation tant à Kaya qu'à Nessesmenga, très accessible à moindre coût. Le faible pouvoir d'achat des familles ne leur permet pas de transformer par elles-mêmes les aliments qu'elles consomment. L'alimentation de rue s'insère alors dans les habitudes familiales malgré tous les risques sanitaires qu'elle comporte.

Des personnes de mauvaise foi et désireuse de s'enrichir illicitement s'adonnent à la vente de ces aliments. Ces derniers sont très bien avertis des textes et règlements nationaux et internationaux qui régissent ce secteur, mais trouvent néanmoins d'autres stratégies pour les contourner. Ce sont des acteurs qui sont le plus souvent qualifiés de fraudeurs, de délinquants et une fois dans les filets des forces de l'ordre sont mis aux arrêts et transférés dans les maisons d'arrêt de correction.



« Affaire des produits périmés » du groupe OBOUF : Le Syndicat des médecins du Burkina dénonce un empoisonnement en douceur des populations burkinabè et propose des formules de dédommagement au groupe OBOUF.

Source: Syndicat des Médecins du Burkina (SYMEB) 2015

Affaire OBOUF : Un extrait du jugement prononcé ce vendredi 3 avril 2015 au Tribunal de Grande Instance de Ouagadougou : (...) Déclare la société OBOUF SA, OUEDRAOGO Boureima et OUEDRAOGO Noufou coupables des faits de tromperie du consommateur aggravée qui leur sont reprochés ; Qualifie en complicité de tromperie du consommateur aggravée les faits de tromperie du consommateur aggravée reprochés à FERCHICHI Rached et l'en déclare coupable (...)

Cependant, certaines restauratrices de rue ou même des femmes au sein des ménages ne sont pas convaincues de la dangerosité de certaines pratiques alimentaires (huile utilisées plusieurs fois, bouillons au bon goût mais d'origine douteuse, utilisation de produits périmés ou frelatés bon marché, etc.), Alors de bonne fois elle contribuent à empoisonner leurs proches voire la population. Les pouvoirs publics font des efforts qui tardent à avoir des effets sur le terrain.

5 CHANGEMENTS IMPORTANTS SUR LE BIEN-ÊTRE DES MÉNAGES ET DES INDIVIDUS

Le ministère de l'agriculture a créé une nouvelle direction dénommée Direction de l'Alimentation et de la Promotion de la Qualité Nutritionnelle (DAPQN) pour promouvoir la culture d'une alimentation saine et assurée. Cette direction est née suite à la réorganisation du Ministère en charge de l'agriculture. Elle relève de la Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale (DGPER) et remplace la Direction des Normes, Qualité et Métrologie Agricole (DNMA). La DAPQN a pour mission de changer les habitudes alimentaires des burkinabè par la promotion d'une bonne culture alimentaire et une bonne culture qualité. Elle a également pour mission d'assurer une bonne visibilité des produits transformés et aliments locaux et d'accroître le niveau de compétitivité des entreprises agroalimentaires burkinabè. Selon le ministre en charge de l'agriculture, sa création est partie d'un constat. On constate que le Burkina Faso regorge d'importantes potentialités alimentaires mais les populations ne mangent pas bien et les restaurants ne valorisent pas suffisamment les mets locaux.

En effet, le développement urbain a aussi induit des changements des espaces de consommation alimentaire. Les ménages, l'espace de la restauration ainsi que les marchés sont des champs privilégiés d'observation. Des innovations sont introduites dans des recettes culinaires traditionnelles ou anciennes pour les rendre plus compétitives sur le marché. Dans la même perspective, de nouvelles formes d'utilisation des produits locaux sont proposées par certaines entreprises agroalimentaires. Toutes ces actions novatrices visent la satisfaction des consommateurs dont les comportements sont loin d'être connus et maîtrisés, car certaines innovations sont méconnues, rejetées ou acceptées. Il est indéniable que les modèles de consommation observés de nos jours se démarquent des habitudes alimentaires traditionnelles. Cette évolution des modes de consommation reflète des changements dans les systèmes d'approvisionnement, les modes de vie, les activités économiques et le contexte social. L'un des objectifs visés par OXFAM dans le cadre de ce projet, est de suivre l'évolution des habitudes alimentaires en faisant ressortir les points de vue des populations locales sur les aliments transformés et les aliments dangereux. On ne saurait répondre à cette préoccupation sans appréhender la consommation alimentaire à travers ses modes d'expression. Qu'est-ce que les gens mangent ? Quel emploi exercent-ils ? Quelle est leur situation familiale et sociale ?

5.1 Les changements d'habitudes alimentaires

Il ressort des entretiens réalisés qu'il y a principalement deux catégories de mets dans les deux zones d'études (Kaya et Nessesmentenga) : il s'agit des mets inspirés des valeurs culturelles locales (*tô*, *babenda*, *gonré*, ...) et ceux d'origine exogène (riz, spaghetti, Attiéké, etc.). Les moments de prises de repas sont au nombre de trois:

- au matin correspond le petit déjeuner ;
- à midi correspond le déjeuner, plus usuel que le dîner ;
- au soir le repas du soir, qui correspond au dîner.

Le petit déjeuner

Le petit déjeuner est composé des mets suivants : bouillie, restes de nourriture de la veille, beignet haricot, galette de petit mil, café, lait, pain, omelettes, sandwich, gâteaux, pâtisseries... Selon les familles, le petit déjeuner peut être constitué d'un seul ou de plusieurs mets : tandis que dans certaines familles, on se contente d'une bouillie, ou de réchauffer le reste du dîner de la veille, dans d'autres, café, lait, pain, se succèdent. Ces mêmes mets sont offerts dans la rue. Alors, c'est à chacun selon ses moyens.

Le déjeuner ou le repas de midi

Le déjeuner ou le repas de midi est constitué de *tô*, de riz, de couscous arabe, de couscous de fonio, de couscous de mil, de spaghetti à la sauce ou au gras, de ragoût de pommes de terre ou d'igname ou de haricot vert au gras, comme plat unique ou plat central. Ensuite, la salade faite à base de feuilles de laitue, ou la salade de crudité (tomates, oignons, concombres, carottes etc.) constituent les entrées pour des familles aisées. Enfin, le dessert est constitué de fruits, yaourt et *dèguè*. On consomme l'eau, les boissons locales (jus de *bissap*, jus de *gingembre* ou *zoomkoom*) et les boissons industrielles. De nombreuses personnes prennent déjeuner et petit déjeuner dans la restauration de rue et se contentent d'un seul met.

Le repas du soir ou dîner

Les repas du soir épousent les mêmes contours que celui de midi. La soupe (viande ou poisson), la grillade, les fritures et le porc au four sont des plats complémentaires identifiés, qui peuvent être consommés à midi ou le soir.

Il faut noter *tô* (gâteau de mil ou maïs) est le repas traditionnel du soir. Les sauces de *tô* sont multiples, mais on peut les classer en quatre groupes, selon les données :

- les sauces-feuilles (oseille, boulvaka, feuilles de baobab...);
- les sauces gluantes (gombo) ;
- les sauces à base de graines (pistaches, sésame, haricot) ;
- les sauces mixtes où légumes gluants et feuilles sont mélangés.

De façon générale, il ressort des données collectées que les céréales (mil, sorgho) sont au cœur de l'alimentation dans cette partie du Burkina Faso. Les propos de cet informateur clé sont illustratifs :

« Dans la région ici, la nourriture de base c'est le Sorgho, les gens consomment cette denrée. En termes de disponibilité les produits sont là, mais c'est l'accessibilité qui cause beaucoup de problème et cela en fonction de la qualité des récoltes (cela varie d'une année à une autre). Le pouvoir d'achat de la grande masse est relativement faible pour

faire face à l'inflation des prix des denrées alimentaires. (Sorgho, mil, riz, maïs...). » (41 ans, niveau BEPC, instituteur, Responsable ligue de consommateurs à Kaya)

C'est aussi ce que ces enquêtés renchérissent :

« Nous préparons le tô à la maison et souvent c'est le haricot mais c'est sûr que s'il y avait les moyens nous allons préparer aussi du riz, des macaroni mais par manque de moyen, nous sommes obligés de manger le tô tous les jours. Nous mangeons toujours les mêmes plats sauf les jours de fêtes où nous préparons le riz. » (Extrait de focus group avec les jeunes femmes mariées de Kaya):

Le diner est ce qui est plus fréquemment cuisiné au sein des ménages. Assez souvent les restaurants de rue revendent le soir le restant des mets de la journée ; Comme en cette période de nombreuses personnes rentrent chez elles à la maison les clients sont donc rares dans les rues.

Les mets couramment consommés

L'analyse des données de terrain montre que la tendance actuelle est la consommation des aliments préparés en dehors des domiciles. D'une manière générale, au niveau de la population locale, les aliments transformés les plus consommés hors de la maison sont par ordre d'importance:

- Soupe d'abats d'animaux,
- riz au gras/riz à la sauce,
- le tô,
- pain au sandwich,
- les œufs,
- les omelettes,
- La viande (grillade : poulet, bœuf, porc au four),
- Le haricot,
- Les beignets
- Soupe avec pain,
- Poids de terre,
- Attiéké,
- L'eau en sachet (25 f CFA ou 50 f FCA)
- Les boissons locales ou industrielles et
- les fruits de saison (mangues, orange, banane...)

Les propos des personnes âgées de Nessesmtenga précisent bien ce que les gens mangent hors de la maison et les circonstances dans lesquelles ces mets sont consommés :

« Les grillades sont beaucoup consommées car les gens boivent plus de l'alcool. Souvent ils peuvent passer toute la journée à boire et à manger la viande sans un autre aliment. Le riz aussi car les gens passent plus du temps hors de leur foyer, en plus ce sont des repas qui sont prêts à être consommés » (extrait de focus group, avec les personnes âgées de Nessesmtenga)

C'est aussi ce que ces veuves de Kaya ont souligné :

« Pendant la période scolaire, tous les élèves consomment au dehors. Ils achètent toute sorte d'aliments dans la cour de l'école ou bien dans la rue. » (Extrait de focus group avec les veuves de Kaya)

« C'est généralement les enfants qui en consomment ; à notre niveau c'est très rare. Mais côté enfant, c'est purement par imitation. Souvent ils refusent de manger à la maison et préfèrent aller manger au dehors ; alors que nous ignorons les conditions dans lesquelles ces repas ont été préparés ; mais nous ne pouvons pas les en empêcher. » (Extrait de focus group avec les personnes retraitées de Kaya)

Ou encore:

« Au niveau des enfants, il faut dire que le phénomène est grandissant car tout enfant le matin tient à prendre de l'argent auprès de ses parents pour s'acheter de quoi manger lors des récréations. Mais d'une manière générale, la population dans cette localité mange plus au dehors et cela peut trouver explication auprès des hommes. Il suffit de voir comment certains hommes poussent de gros ventre. Ils préfèrent manger au dehors et laisser les femmes et les enfants soit disant que les repas préparés dans les foyers ne sont pas de bon goût. » (Extrait de focus group avec les veuves de Kaya)

Les personnes âgées abondent dans le même sens :

« Les chefs de ménage boivent la soupe et mangent le riz dehors tandis que les enfants et les épouses boivent la bouillie le matin et de temps à autre du benga (haricot). Mais le plus souvent nous laissons la nourriture à la maison et nous sortons acheter pour manger! On dirait de la malédiction sinon comment tu vas laisser la nourriture à la maison et sortir payer pour manger. Souvent même c'est du tô alors que tu as laissé le tô à la maison. C'est vrai que le plus souvent c'est pour le plaisir mais c'est parce que aussi nous passons le plus souvent notre temps dehors et nous ne voulons pas rentrer à la maison et cette habitude est devenue une obligation pour nous. Nous pouvons même dire que c'est une déchéance morale pour nous tous. » (Extrait de focus group avec les personnes âgées de Nessesmentenga)

En se référant à l'origine des aliments fréquemment consommés, on peut faire le constat que les habitudes alimentaires à Kaya comme à Nessesmentenga sont construites à partir d'éléments issus de considérations culturelles différentes. C'est dans ce sens que Courage Georges (1989) écrivait que l'acte de s'alimenter est un fait social global, l'expression d'une culture autant qu'une réalité économique. Selon lui, il peut être contraint par nombre de facteurs exogènes (accessibilité, prix, revenus), mais il intègre aussi des goûts hérités, une identité et des représentations culinaires qui peuvent bousculer l'effet mécanique des contraintes. Ainsi, selon les données recueillies, on peut avoir:

- les mets issus de pratiques anciennement inculquées comme le tô, le riz sauce, le riz gras dénommé *mwinâgdem* en mooré ou *malozamê* en dioula, le couscous de mil et de sorgho blanc (*Ouesla*), la bouillie, le *gnon* et le couscous de fonio ;
- les mets d'origine européenne sont les pâtes alimentaires au gras et à la sauce et les gâteaux ;
- les mets qui viennent d'autres pays africains sont le *donkounou* (Bénin/Togo), le *degué* (Mali) et le couscous arabe (Maghreb) l'Attikié (Cote d'Ivoire)

On constate à Kaya et Nessesmentenga un accès plus facile aux produits importés et industriels ; une consommation plus élevée de produits animaux, bien que celle-ci soit fortement dépendante du revenu ; une réduction du temps consacré aux préparations domestiques ; et une dissolution des structures familiales traditionnelles. Des styles alimentaires originaux et endogènes se développent en réponse aux spécificités du milieu. Mais quand on sait que l'alimentation est intrinsèquement

liée au revenu, on se demande quel type de travail exercent les populations de Kaya et de Nessesmentenga.

5.2 Les changements dans les activités professionnelles

La majorité de la population de Kaya et de Kaya et de Nessesmentenga pratique l'agriculture. L'élevage est souvent pratiqué comme emploi secondaire, ainsi que l'artisanat. En plus de cela, il y a des travailleurs du secteur public et privé. De nombreux jeunes sont aussi dans le secteur informel avec plus ou moins de réussite, sans oublier ceux qui de façon périodique vont sur les sites miniers très proches de la zone.

Des entretiens, il ressort que les populations consacrent plus de la moitié de leurs revenus à l'alimentation.

« Nous en tant que veuves consacrons chacune à son niveau 95% de ce que nous gagnons comme revenu dans la consommation alimentaire » Mme Emilienne (fonctionnaire) consacre environ 80% de son revenu à la consommation ». Si tout ce que nous gagnons ou presque tout va dans la consommation des repas, c'est pour dire que les ressources/revenus que nous gagnons sont largement insuffisantes. Le souci pour nous est d'avoir de quoi manger même si le goût n'y est pas. Même si nous désirons le bon goût et la bonne qualité des aliments, nous ne sommes pas en mesure de le cuisiner ni de nous en procurer. » (Extrait de focus group, avec les veuves de Kaya)

Quels peuvent être les enjeux de ces changements alimentaires pour la famille et la société?

La contrainte imposée par l'activité professionnelle est la raison la plus fréquemment évoquée, essentiellement par les adultes pour le recours à l'alimentation de rue. L'insuffisance de moyens de transports et de temps ne permet pas aux travailleurs de rentrer chez eux pour les repas de la mi-journée.

5.3 Les changements de comportement: la famille et la société

Les populations ont relevé les effets que ces changements d'habitudes alimentaires peuvent avoir sur elles-mêmes, leur communauté ou la société en générale. Hormis sa fonction nutritionnelle, « l'alimentation de rue » ou la consommation d'aliments préparés, favorise le sentiment d'individualisme de l'acte alimentaire par rapport aux autres membres du groupe domestique. Elle permet l'expression et la mise en pratique de désirs gustatifs et commensaux différents. Dans la tradition les repas se prenaient en commun or depuis la croissance de cette forme d'alimentation, on mange seul. Certaines personnes ont relevé le caractère individualiste de ces aliments pris hors du domicile qui est contraire aux valeurs sociales locales. En effet, selon elles, l'évolution des habitudes alimentaires est un changement qui se fait au détriment de la famille. Cette personne ressource de Kaya déplore la situation :

« Le repas pris ensemble autour d'un plat commun faisait l'unanimité et la cohésion au sein d'une famille, beaucoup de problèmes se réglaient pendant les heures de repas, l'éducation des enfants se discutait et le comportement des enfants s'identifiait pendant le repas. Mais maintenant que les gens n'ont plus le temps de manger ensemble toutes ces valeurs sont mises en mal. » (Personne ressource, 64 ans, à la retraite à Kaya)

C'est d'ailleurs ce que cet informateur clé nous a aussi laissé entendre :

« Le repas communautaire était un vecteur de cohésion social, pendant le repas beaucoup de chose au sein d'une famille était discutées et des pistes de solutions étaient proposées, l'éducation des enfants était l'apanage de toute la famille. Maintenant les gens cultivent plus l'individualisme car la tendance est de manger seul et en plus hors de la maison. Je dirai que c'est l'apparition du nouveau comportement qui altère la culture locale. » (Chef de ménage à Nessemtenge, 71 ans)

Ces retraités de Kaya vont dans le même sens en ces termes :

« Aujourd'hui, les jeunes mangent dehors, c'est pourquoi on ne peut plus les commander. Il y a un proverbe qui dit que l'aveugle attrape son fils dans le plat du têt »
GANSONRE. Pour dire que c'est autour du repas que naît la solidarité et l'éducation des enfants, alors qu'aujourd'hui les enfants mangent plus dehors. Ce qui fait que les parents n'arrivent plus à les avoir pour les guider. » (Extrait de focus group avec les retraités de Kaya).

Pour faire face à tous ces bouleversements tant dans les habitudes alimentaires que dans les relations sociales, quelles peuvent être les stratégies à court et long terme?

5.4 Stratégies à court et long terme pour faire face à la crise alimentaire

Le travail

Afin de faire face aux contraintes financières, certaines personnes mènent des activités secondaires afin de diversifier leurs sources de revenus.

C'est ce que cette femme nous a relaté :

« Mon mari est actuellement à la retraite, donc je suis devenue chef de ménage en termes de charge financière. Je supporte toutes les dépenses. J'avais une ménagère, mais cette année vu le manque de moyens financiers, je n'en ai plus. Je suis en fin de contrat, donc actuellement je suis sans revenu. Toutes les dépenses sont à la charge de mon mari. Cette année, j'ai décidé de mener une activité secondaire (vente de l'attiéké) car il y a plus d'enfants à prendre en charge. » (Extrait du focus group avec les jeunes femmes mariées de Kaya)

L'occupation des populations de Kaya et de Nessemtenge n'a pas varié pour autant.

Les choix alimentaires

Un des traits caractéristiques des habitudes alimentaires à Kaya et à Nessemtenge est l'importance que prend l'alimentation hors du domicile. D'après les entretiens réalisés dans ces deux localités, les populations y consacraient, en moyenne environ 20 pour cent (20%) de leur budget alimentaire. Plus qu'un luxe, manger à l'extérieur répond souvent à une nécessité imposée par le rythme de travail, les distances souvent grandes et les difficultés de transport, ou encore, surtout pour les personnes seules, l'impossibilité de préparer des repas à domicile. Diverses formules existent, par exemple la petite restauration fixe, l'alimentation «de rue», etc. Ces différents changements dans l'occupation impliquent des contraintes de temps et de distance, qui ne permettent pas toujours à certains travailleurs de pouvoir rentrer déjeuner avec la famille. L'extension des villes et la dissociation habitat/travail donnent de l'importance à l'alimentation à

l'extérieur du ménage. « *Les gens sont contraints de manger au dehors car leur activité les obligent* », nous a laissé entendre cet enquêté.

Cette enquêtée abonde dans le même sens quand elle souligne que :

« Mon époux et moi-même mangeons du riz, souvent du haricot dehors surtout les jours de marché où tout le monde se retrouve au marché. C'est parce que nous passons toute la journée au marché mais en dehors du marché nous mangeons à la maison. Ces mets coûtent moins chères que la nourriture préparée à la maison parce que pour préparer du riz pour toute la famille, il faut dépenser beaucoup d'argent. Par contre dehors avec 200 F CFA tu manges bien. » (Femme 46 ans, vendeuse de légumes à Nessemtinga)

Le déséquilibre qui apparaît fréquemment entre les besoins alimentaires du groupe familial et les ressources limitées du chef de famille peut amener à consommer seul des aliments de rue. Dans ce cas, il peut s'agir d'une certaine démission du chef de famille face aux enjeux familiaux. Mais c'est aussi le signe d'une évolution des rapports entre membres de la famille en période de crise pendant laquelle une différence d'accès aux aliments est soulignée entre ceux qui contribuent financièrement au budget familial et les autres. Les propos de ce chef de ménage sont illustratifs :

Il faut donc opérer des choix judicieux pour manger et bien et à petit prix.

« Acheter des aliments de rue, c'est le refus de partager, chaque chef de famille a ses habitudes. Moi, si j'ai envie de prendre quelque chose à manger, j'achète en conséquence afin que toute la famille puisse manger. Je sais qu'il y a des chefs de famille qui achètent uniquement pour eux-mêmes, moi je ne peux pas faire ça » (Chef de ménage, 55 ans, Nessemtinga)

Les contacts entre populations existent depuis longtemps et des emprunts, des réinterprétations ont toujours eu lieu. On a ainsi affaire non à des modèles "traditionnels" stables, mais à des modèles alimentaires évolutifs. Les populations de Kaya et Nessemtinga conscient des dangers liés à la consommation de certains aliments transformés, essaient de trouver l'équilibre entre capacité financier et disponibilité d'aliment conséquent.

Pour certains, jeunes, consommer des aliments de rue est un moyen de se ménager des possibilités de rencontres dans le but de renforcer la cohésion sociale du groupe auquel on adhère. Mais c'est aussi un moyen de marquer sa place dans le groupe et d'acquérir un pouvoir. La consommation des aliments de rue auprès de vendeuses de nuit dans les quartiers, est un mode d'alimentation, occasion d'échanges, essentiellement réservé aux jeunes.

Le renforcement de la solidarité

Vu le niveau des revenus et la cherté de la vie, certaines personnes organisent leur vie de manière à minimiser les dépenses. C'est le cas du partage des activités de la maison entre membres du ménage. En ce qui concerne les soins de santé, les ménages s'arrangent toujours pour honorer les ordonnances. C'est ce que ces veuves nous ont fait remarquer :

« Comme il n'y a pas assez de moyens, s'il y a un malade, nous vendons un mouton pour pouvoir honorer les ordonnances et les enfants n'arrivent plus à avoir la bouillie le matin. » (Extrait de focus group avec les veuves de Kaya)

Les retraités de Kaya ont reconnu aussi que certains enfants sont sensibles à la contrainte financière que connaissent leurs parents et n'hésitent à s'impliquer dans la gestion de certaines tâches :

« Ce qui a changé, c'est que les jeunes garçons maintenant lavent les plats à la maison et même les garçons s'essayent à la cuisine. Ils préparent tous les plats sauf le têt qui est un

met dont la préparation est culturellement réservé aux femmes. Les enfants sont conscients de la situation : ils n'hésitent à contribuer à leur manière : aller chercher l'eau, chercher des combustibles, faire la lessive, ...» (Extrait de focus group avec les retraités de Kaya).

Le renforcement des investissements agricoles

De l'analyse des données, il ressort que l'investissement agricole connaît une baisse. Les propos de cette personne sont éloquentes :

« Aujourd'hui je suis obligé de chercher l'engrais animal pour compléter avec l'engrais chimique ce qui veut dire que je suis incapable d'acheter le nombre suffisant d'engrais chimique pour mettre dans le champ donc il y a un impact réel et concernant les outils on continue de cultiver avec la daba car on n'a pas les moyens d'acheter d'autres outils plus performants » (chef de ménage, 36 ans, commerçant de céréale à Kaya)

Ou encore les propos de cette enquêtée:

« L'engrais que nous payons n'arrive pas à couvrir le champ, donc nous utilisons le peu d'engrais pour les endroits du champ qui ne sont pas fertile. » (Femme de 35 ans, aucun niveau d'instruction, ménagère, Nessesmentenga)

Ou encore les propos de ces jeunes de Kaya:

« On s'endette ou on se cotise pour les labours ; il n'y a pas assez de fertilisant, si bien que la production baisse » (Extrait de focus group avec les jeunes de Kaya)

Par ailleurs, les entretiens révèlent que l'épargne n'est pas forcément le fait de mettre de l'argent de côté mais l'importance d'avoir une garantie qui puisse permettre d'emprunter de l'argent à tout moment. C'est ce que cette femme nous a laissé entendre :

« Nous n'avons pas assez de moyens pour épargner mais si tu possèdes des animaux, tu peux emprunter à quelqu'un pour résoudre un problème urgent quitte à vendre un animal après pour rembourser. » (Femme de ménage, 35 ans, à Kaya)

D'autres personnes font quand même l'effort d'épargner malgré la contrainte financière qu'elles traversent. C'est ce que cette femme nous a laissé entendre :

« Concernant l'épargne et la planification on fait l'effort de mettre un peu d'argent de côté pour faire face aux imprévus, le problème c'est que l'épargne n'est pas beaucoup c'est juste un peu d'argent. » (Femme de 46 ans, aucun niveau d'instruction, vendeuse de légumes, Nessesmentenga)

6 LES PRINCIPAUX CHANGEMENTS DURANT LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES

Le changement est réel, nous ont laissé entendre les populations de Kaya. Cela est visible à travers la volatilité des prix des denrées alimentaires et l'évolution des habitudes alimentaires.

Malgré cela, certaines populations de Kaya et de Nessemtinga qui tiennent à leur dignité n'entendent pas laisser les difficultés bouleverser leurs liens sociaux.

Les propos de ces personnes retraitées sont illustratifs:

« C'est vrai qu'il y a eu un impact sur le bien être parce que nous n'arrivons plus à assurer les 3 repas par jour mais par contre nos relations sociales n'ont pas changées parce que même si tu vas emprunter à quelqu'un pour aller saluer un mariage ou des funérailles, tu es obligé de faire parce que c'est quelque chose qui touche directement à notre dignité ».»
(Extrait de focus group avec les retraités de Kaya).

Ces personnes âgées de Nessemtinga abondent dans le même sens:

« Les mariages, les baptêmes et autres maladies ou les décès, funérailles sont des événements où on est obligé de participer même si tu n'as rien pour offrir à la personne. S'il y a un événement dans la belle-famille comme les funérailles, même s'il faut s'endetter, tu es obligé d'amener un mouton, du mil et de la cola (si la femme est issue d'une famille royale) ou à défaut une chèvre et du mil (si la femme est issue d'une autre famille) pour maintenir les relations sociales parce que chez nous on dit que : « si tu refuses d'aller saluer quelqu'un les mains vides parce que tu n'as rien, le jour que tu auras quelque chose dans ta main tu ne pourras pas aller ». Donc c'est pour dire qu'il ne faut jamais refuser d'aller à un événement de quelqu'un sous prétexte que tu n'as rien pour lui offrir. » (Extrait de focus group, avec les personnes âgées de Nessemtinga)

Pour d'autres, la solidarité est en voie de disparition:

« De façon générale, les relations sociales se sont dégradées. Cette année, nous avons relogés 8 personnes dont des chefs de famille de 2 ménages ; l'année dernière c'étaient des veuves ; parce que ce sont des veuves et n'ayant pas de revenus pour payer les loyers, elles ont été chassées. La solidarité est en train de disparaître. » (Informateur clé, 31ans, niveau supérieur, chef de département solidarité & partage à l'OCADES/Kaya)

CONCLUSION

Au Burkina Faso la majorité de la population se caractérise par l'analphabétisme, la pauvreté et le manque d'information juste sur les produits qu'ils consomment. Le prix du produit est très déterminant pour ce type de consommateur. Son choix étant guidé par les aspects liés à la quantité, au coût, au goût, et à l'emballage (Ministère de l'Économie et des Finances, 2011). Cela renforce le déséquilibre alimentaire dû à l'absence d'éléments nutritifs (protéine, lipide, micronutriments etc.).

La consommation de produits de mauvaise qualité a des conséquences nuisibles sur le processus de développement d'un pays. Les problèmes de santé telles que l'intoxication, la malnutrition, compromettent les efforts de développement.

Sur le plan sanitaire, la mauvaise qualité des denrées alimentaires est source de malnutrition. Les couches les plus vulnérables face au fléau de la malnutrition restent les enfants de moins de cinq ans et les mères (femmes allaitantes et enceintes). L'action de nombreuses ONG est orientée vers ces cibles à travers divers procédés ; du don des aliments enrichis à la formation des familles sur les bonnes pratiques d'hygiène, l'amélioration des pratiques alimentaires, ces ONG développent des programmes qui mettent l'accent sur la lutte contre la malnutrition infantile et maternelle.

L'effort de transformation des produits locaux touche une diversité de denrées. Sur le marché interne on observe les fruits séchés (mangue, anacarde), des céréales transformés en mets précuits (bouillies, dèguè, couscous etc) en pâtisserie, en jus, etc. Ceci témoigne de la volonté des acteurs à faire de la transformation un levier de développement du secteur de l'agroalimentaire. Cependant, l'état embryonnaire de la transformation des produits agroalimentaires locaux et l'inorganisation des acteurs constituent un handicap majeur à la professionnalisation du secteur. En face le coût réduit de produits industriels aux qualités douteuses, attirent des populations pauvres. La principale cause de la consommation des produits de mauvaise qualité reste la défaillance du système de contrôle de l'Etat, même si l'ignorance des populations n'est pas toujours excusable.

BIBLIOGRAPHIE

ACF –2013, Burkina Faso, Rapport Synthèse NCA-ACF, Ouagadougou ACF, 77p,

Burkina Faso, 2012, *Programme national du secteur rural (2011-2015) du Burkina Faso*, Ouagadougou, gouvernement du Burkina Faso, 2012, 82 p

Burkina Faso, 2011, *Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD)*, Ouagadougou, Gouvernement du Burkina Faso, 2011, 149 p

CSAO-CILSS, 2008 , « *Profil sécurité alimentaire Burkina Faso* », en ligne, consulté 14/11/14 ; <http://.cilss.bf/publications/upload/profilburkinafasoavril08.pdf>

INSD, 2010 ; La Région du Centre Nord en chiffres. Ministère de l'Economie et des Finances. Burkina Faso.

Keita A. A., 1986, *Habitat et pratique de l'espace Bambara (Mali)*, Thèse de Doctorat d'Université, Paris VII, 295 p.

Leroyer Stéphane Leroyer ; TV5monde ; 05.05.2013 : « Chine : nouveau scandale alimentaire » en ligne consulté le 19/11/14 ; <http://www.tv5monde.com>

Mar R H (2010) *Étude sur la dynamique de la consommation alimentaire au Burkina Faso*.

Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, 2013, *Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle*, Ouagadougou, Burkina Faso, 61 p.

Ministère de l'Économie et des Finances, 2011, « *Étude de base sur la situation des produits de mauvaise qualité mis sur le marché dans les régions du centre et des hauts bassins* », Ouagadougou, Burkina Faso, 67p.

Ministère de l'Industrie, du commerce, et de l'Artisanat, 2012 « *Politique nationale qualité du Burkina Faso* » Ouagadougou, DEP 74p

NASSA Etienne, 2006 : « *Alimentation de rue à Ouagadougou : Comment éviter « la malbouffe » ?* », *Le Faso*, 7 février 2006. En ligne consulté le 18/11/14 ; http://www.lefaso.net/spip.php?page=impression&id_article=12224

NIKIEMA Donald Wendpouiré, 2013 : « *Abattage clandestin : Agréable dans la bouche, nocif à l'organisme* ». *Le Faso* 18 septembre 2013. En ligne ; consulté le 19/11/14 ; <http://www.lefaso.net/spip.php?article55955>

Paré Fulbert Paré, 2014 ; « *Boissons frelatées : 7 200 bouteilles de jus saisies par la Police municipale de Ouaga* ». *Le Faso* 10 octobre 2014. En ligne consulté le 19/11/14 ; <http://www.lefaso.net/spip.php?article61171>

SYMEB 2015. « *Affaire des produits périmés* » du groupe OBOUF : Les médecins dénoncent un empoisonnement en douceur. *Le Faso* 16 Mars 2015, en ligne, consulté le 60/04/2015 <http://www.lefaso.net/spip.php?article63735>

Tiendrebéogo, Adama, 2011 « *Mécanismes De Suivi Périodique Des Prix Des Produits Alimentaires De Grande Consommation* » rapport de recherche, p 122

TOE A. M., OUATTARA B., OUATTARA K., TRAORE K., OUEDRAOGO S. N., DIANDA M., GANABA S., ZIDA D., WEREME N'DIAYE A., GNANDA B. I., DIAWARA B., OUATTARA/SONGRE L., 2012. Programme d'adoption accélérée de technologies et innovations agricoles et agro-alimentaires, TCP/BKF/3303BABY 02, 173 p.

Textes de lois sur la sécurité alimentaire

- Le Président du Faso, président du conseil des ministres (21 Juin 2005) « Décret N*2005-337/PRES promulguant la loi n*022-2005/AN du 24 mai 2005 portant code de l'Hygiène publique au Burkina Faso » p42-61
- Ministère de la santé (Novembre 2010) « Arrêté n*2010/379/MS/CAB du 19 novembre 2010 portant attributions et organisation du Laboratoire National de la Santé Publique » p13

This report is co-published by the Institute of Development Studies and Oxfam International. IDS and Oxfam cannot be held responsible for errors or any consequences arising from the use of information contained in this report. The views and opinions expressed are those of the authors and do not necessarily reflect those of IDS or Oxfam policy positions.

© Institute of Development Studies and Oxfam International April 2015

This publication is copyright but the text may be used free of charge for the purposes of advocacy, campaigning, education, and research in non-commercial outputs, provided that the source is acknowledged in full. The copyright holder requests that all such use be registered with them for impact assessment purposes. Readers are encouraged to reproduce material from the report, but copying for any circumstances other than those listed above, or for re-use in other publications/translation or adaptation, permission must be secured. E-mail G.Edwards@ids.ac.uk.

The information in this publication is correct at the time of going to press.
Published by the Institute of Development Studies under ISBN 978-1-78118-279-6 in April 2015.

OXFAM

Oxfam is an international confederation of 17 organizations networked together in 94 countries, as part of a global movement for change, to build a future free from the injustice of poverty. For further information, visit www.oxfam.org

IDS

The Institute of Development Studies (IDS) is a leading global institution for development research, teaching and learning, and impact and communications, based at the University of Sussex. For further information, visit www.ids.ac.uk

Funded by



www.ids.ac.uk

www.oxfam.org